

AU CŒUR DU G20 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PROGRES ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Le groupe FO adhère aux conclusions et préconisations de l'avis relatif aux enjeux du G20 aujourd'hui.

FO, très présente face à la crise tant aux côtés de la confédération syndicale internationale qu'au plan national, ne peut qu'appuyer vivement le choix de mettre l'accent sur la primauté à donner à la dimension sociale en particulier la ratification, la mise en œuvre et le respect des normes internationales du travail et sur le rôle moteur et d'exemplarité qui devrait être celui des pays du G20. Leurs populations comme les populations de l'ensemble des pays de la planète n'ont pas à payer les conséquences d'une crise provoquée par les dérives du système capitaliste, car c'est bien ce système qui est en crise grave, ce système qui a conduit au fil du temps à l'accroissement des inégalités et à l'amointrissement constant de la part des richesses redistribuées aux salaires, au fonctionnement des services publics comme à celui des systèmes de protection sociale ou à leur mise en place. L'avis appuie justement la mise en place sous l'égide de l'OIT d'un socle universel de protection sociale, indispensable à une politique coordonnée effective de développement.

Cela va d'ailleurs à l'encontre des politiques d'austérité qui prennent la forme en France de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) ou de l'allongement de la durée de cotisation et du recul de l'âge pour avoir droit à la retraite ou encore du renchérissement de l'accès aux soins de santé.

Il est donc temps d'établir une cohérence des politiques au niveau international comme au niveau de chaque pays, cohérence qui conduise à ce que l'économie fonctionne au service de l'homme et de la femme, à ce qu'elle respecte avant tout les droits au travail, la liberté syndicale, la négociation collective mis en cause aujourd'hui dans certains pays d'Europe toujours au nom de l'austérité.

Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC doivent être mis sous contrainte des conventions établies et adoptées par les 183 pays membres de l'OIT.

L'avis propose de se pencher plus sérieusement et rapidement sur une régulation, qui ne soit pas théorique, de la finance et des monnaies. Pour FO, donner la priorité aux salaires, à la protection sociale, aux services publics et au droit à un emploi productif et librement choisi, et donc à la redistribution collective des richesses, c'est aussi couper sûrement le foyer de la spéculation.

Avec le même objectif de respect des normes sociales et environnementales, FO insiste sur le rééquilibrage des échanges commerciaux afin que l'accent soit mis sur le développement des économies bénéficiant aux populations locales plutôt qu'aux profits tirés du dumping social et environnemental, question également traitée par l'avis.

Enfin, il semble important de souligner que l'avis appelle à ce que le politique reprenne le pouvoir sur le marché et sur le « laisser-faire », alors qu'encore ces dernières semaines, l'impression demeure que les marchés financiers et les agences de notation placent sous tutelle les décisions politiques économiques et sociales.

Il n'est pas besoin d'énumérer les points abordés très précisément par l'avis que le groupe FO a voté.